



Contrat de coopération public-public entre le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen et le CHU – Hôpitaux de Rouen Service de restauration de la Chaloupe

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le CHU-Hôpitaux de Rouen, Etablissement Public de Santé, sis au 1 rue de Germont, 76031 ROUEN, représenté par Madame Stéphanie DECOOPMAN, en sa qualité de Directrice Générale, dûment habilitée à l'effet des présents,

Ci-après dénommé « **le CHU-Hôpitaux de Rouen** »,

D'une part,

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Rouen, Etablissement Public Autonome, sis au 2, rue de Germont, 76000 ROUEN, représenté par Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL en sa qualité de Président dûment habilité à l'effet des présents par une délibération du Conseil d'Administration en date du 24 novembre 2023,

Ci-après dénommée « **le CCAS de Rouen** »,

D'autre part,

Le CHU-Hôpitaux de Rouen et le CCAS de Rouen étant, ci-après, individuellement ou collectivement désignés par la ou les « Parties ».

ETANT ENTENDU QUE :

Ce contrat de coopération public-public est un contrat exclu du champ d'application du droit de la commande publique.

Ce présent contrat s'inscrit dans une coopération public-public et les conditions sont remplies pour chaque pouvoir adjudicateur (Art. L. 2511-6 du code de la commande publique pour les marchés publics et Art. L. 3211-6 du code de la commande publique pour les contrats de concession) :

- 1- La coopération public-public doit avoir pour objet d'assurer conjointement la réalisation de missions de services publics en vue d'atteindre des objectifs communs.
- 2- La «coopération public-public» n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général.

Les conditions de mise en œuvre de la coopération, notamment les transferts financiers entre les

pouvoirs adjudicateurs, ne doivent pas pouvoir être regardés comme le résultat d'une activité commerciale.

La "coopération public-public" ne devrait obéir qu'à des considérations d'intérêt général dès lors que les actionnaires privés ne disposent pas de capacité de blocage ou de contrôle et ne retirent aucun avantage au titre de l'exécution des prestations de la coopération.

- 3- Les pouvoirs adjudicateurs doivent réaliser moins de 20% des activités concernées par la coopération hors du marché concurrentiel.

PREAMBULE :

La Chaloupe est un dispositif de santé publique qui s'inscrit dans la lutte contre la grande précarité et développe son action dans le cadre fixé par la loi de cohésion sociale et de lutte contre les exclusions.

La Chaloupe est un lieu d'accueil de jour situé au 1, place Saint Vivien à Rouen. La structure propose depuis septembre 2019 un service quotidien de 40 repas complets, variés et équilibrés, fournis par le CHU- Hôpitaux de Rouen qui dispose d'une Unité Centrale de Production Alimentaire (UCPA) pour des usager.es en grande précarité ayant des problèmes de santé.

L'accueil des usager.es de la Chaloupe s'effectue de 9 h 30 à 17 h 00, du lundi au vendredi, à l'exception du mardi matin.

L'inscription pour le repas se fait selon l'un des trois critères suivants : santé, insertion ou dépannage.

La prescription pour l'après-midi se définit en tant que lutte contre l'isolement.

La Chaloupe fait également partie du dispositif du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO).

Elle est un lieu de 1er accueil et peut instruire les demandes de mise à l'abri pour les bénéficiaires.

Description de l'action :

- Offrir une prestation de repas du lundi au vendredi ;
- Offrir une possibilité d'accompagnement pour des demandes de soins, pour améliorer les conditions d'hébergement, pour accéder aux droits ;
- Organiser des activités diversifiées pour donner envie d'améliorer ses conditions de vie et envisager un projet de vie.

Missions et objectifs :

L'action est financée par le C.C.A.S de Rouen, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et l'Agence Régionale de Santé. Elle est destinée à des personnes majeures en grandes difficultés sociales ayant dormi dehors, dans un centre d'hébergement d'urgence ou en hébergement précaire et dont l'état de santé nécessite d'être accueillies dans la journée.

De mettre en place des repères spatio-temporaux, permettant de s'alimenter, se reposer, retrouver sa dignité, accéder à ses droits et tisser des liens sociaux.

En matière d'hygiène et de santé les partenaires UMAPP, CHU-Hôpitaux de Rouen - LA PASS, Médecins généralistes, Médecins du Monde, le Centre Hospitalier du Rouvray, la Croix Rouge Française et Croix Rouge d'Insertion, Inser Santé, les Douches Municipales, Lavomatic, AIDES, La Boussole, les services de



Tutelles et Solidarité Textile, permettent une prise en charge rapide pour des soins médicaux hospitalisation, hygiène en général, via des permanences tenues au sein de la structure.

Le CCAS de Rouen ne disposant pas d'équipements pour la fabrication de repas, le CHU-Hôpitaux de Rouen étant un établissement public de santé qui dispose d'une Unité Centrale de Production Alimentaire (UCPA), il a été jugé utile de maintenir la coopération existante depuis 2019 entre la CCAS de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen pour la confection de repas selon le principe de la liaison froide pour la restauration des personnes présentes sur le site de la Chaloupe.

Dans ce cadre, il convient d'établir un contrat de coopération public-public entre le CCAS de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

1 - Objet

Le présent contrat de coopération public-public a pour objet de définir les modalités du partenariat entre le CCAS de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen ainsi que les obligations réciproques des Parties pour la passation des commandes, la confection et la livraison des repas par le CHU-Hôpitaux de Rouen à l'accueil de jour « La Chaloupe » du CCAS de Rouen.

2 - Confection et livraison des repas

Les menus seront élaborés par le CHU-Hôpitaux de Rouen et comporteront tous les jours :

- 1 viande ou œufs ou poisson,
- 1 légume ou 1 plat d'accompagnement,
- 1 fromage ou 1 laitage,
- 1 dessert,
- du pain.

Le CHU-Hôpitaux de Rouen se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux menus prévisionnels notamment au regard des conditions d'approvisionnement.

La confection et la livraison des repas est assurée du lundi au vendredi sauf jours fériés par le CHU-Hôpitaux de Rouen. En raison d'éventuelles conditions exceptionnelles (fermeture, difficultés de confection ou de livraison), les usagers du CCAS de Rouen seraient soumis aux dispositions qui seraient alors prises pour les usagers du CHU-Hôpitaux de Rouen.

Le CHU-Hôpitaux de Rouen fournit les repas pour les usagers de la Chaloupe du CCAS de Rouen en barquettes collectives pour être remises en température par le CCAS de Rouen selon les consignes du CHU-Hôpitaux de Rouen afin de conserver l'adéquation des remises en température.

Le transport et la livraison des repas sera assuré par le CHU-Hôpitaux de Rouen. Le CHU-Hôpitaux de Rouen ne sera plus responsable des repas dès déchargement du camion. En conséquence, la responsabilité du CHU-Hôpitaux de Rouen prend fin au moment du déchargement du camion.



La réception des repas, stockage, remise en température et service des repas est pris en charge par le CCAS et l'équipe des agents de la Chaloupe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20241216-18122024143-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/12/2024
Publication : 23/12/2024
Pour l'autorité compétente par délégation



3 - Données quantitatives

Le nombre indicatif de repas est de 40 par jour soit un nombre approximatif de 10 400 repas à livrer au total en année pleine d'environ 10 400 repas.

Ces quantités pourront évoluer. Dans ce cas, le CCAS de Rouen en informera le CHU-Hôpitaux de Rouen dans les meilleurs délais.

Fourniture de repas complémentaires

Le CHU-Hôpitaux de Rouen, du fait de son principe de production et de distribution de repas en liaison froide, peut disposer de barquettes d'entrées, de légumes ou de viandes non distribuées pour ses patients. Ces barquettes d'entrées, de viandes, de légumes et de fromages appelées « queues de production » seront alors fournies à titre gracieux au site de la Chaloupe. Ces produits ont une date limite de consommation très courte (en général le jour même).

4 - Passation des commandes par le CCAS de Rouen

Les commandes des repas, d'épicerie sèche et de pain seront effectuées par les personnels du CCAS de Rouen par le biais d'un logiciel dédié, sur les postes informatiques, dans les locaux du CHU-Hôpitaux de Rouen.

Les personnels du CCAS de Rouen seront formés à la passation de commande informatique par les personnels du CHU-Hôpitaux de Rouen.

La confirmation des commandes se fera par validation informatique dans le logiciel de commande de repas du CHU-Hôpitaux de Rouen.

Les repas et l'épicerie sèche seront commandés par les personnels du CCAS de Rouen dans le mois précédent et au minimum 5 jours avant.

5 - Respect des règles d'hygiène et de sécurité

Le CHU-Hôpitaux de Rouen et le CCAS de Rouen s'engagent à respecter toutes les législations et réglementations en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité. Le CHU-Hôpitaux de Rouen informera le CCAS de Rouen de toute nouvelle disposition réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité.

En ce qui concerne les repas pour les usagers, le CHU-Hôpitaux de Rouen est exclusivement responsable de la qualité sanitaire des produits qu'il livre et du maintien de leur qualité jusqu'à la date de consommation prévue sous la stricte réserve que soit respectées par le CCAS de Rouen les conditions de conservation et d'utilisation conformes à la réglementation sauf cas de survenue d'un événement extérieur indépendant à la volonté du CHU-Hôpitaux de Rouen.

Le CCAS de Rouen devra respecter les procédures suivantes concernant la mise en œuvre des produits

conformément aux règles d'hygiène et de sécurité :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024143-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



- a. Non rupture de la chaîne du froid lors du transport et de la réception des marchandises par rangement immédiat en chambre froide positive (+3°C) après contrôle.
- b. Sortie des barquettes des chambres froides au plus proche de la remise en température.
- c. Respect du programme de remontée en température des barquettes dans un four à air pulsé soit dans un four à micro-ondes de puissance 1500 watts restituée. La température du produit en fin de programme doit être supérieure ou égale à 63°C en moins d'une heure.
- d. Elimination des barquettes sorties de chambre froide et non utilisées désoperculées ou non. Les restes des produits réchauffés devenant impropres la consommation doivent être détruits.
- e. Respect des dates limites de consommation apposées sur les barquettes.
- f. Les personnels dressant les denrées sur assiettes doivent porter impérativement masques et calots ainsi que des gants à usage unique ou avoir un protocole de lavage des mains défini.
- g. Le matériel servant au dressage doit respecter les normes vétérinaires et être désinfecté après utilisation.

6 - Participation financière de chaque partie

Dans le cadre de ce contrat de coopération public-public, le CCAS de Rouen entend participer financièrement afin de dédommager le CHU-Hôpitaux de Rouen pour la mise à disposition du logiciel de passation des commandes, la confection des repas, l'épicerie sèche et le pain.

Le CHU-Hôpitaux de Rouen s'engage à confectionner les repas pour le CCAS de Rouen selon le prix préférentiel convenu suivant : 3,22 € HT soit 3,54€ TTC.

Le CHU-Hôpitaux de Rouen s'engage à fournir au CCAS de Rouen les éléments d'épicerie sèche et le pain selon son prix d'achat des produits alimentaires donc à prix coûtant, les frais de livraisons comme pour les repas sont à la charge du CHU-Hôpitaux de Rouen.

Les prix concernant le tarif du repas facturé au CCAS de Rouen au titre de sa contribution sont révisables annuellement, au 1^{er} Janvier, sur la base de la dernière valeur connue de l'indice des prix à la consommation – IPC – Ensemble des ménages – France (Métropole + DOM) – par fonction de consommation – repas dans un restaurant d'entreprise ou d'administration –Identifiant : 638147 – et selon la formule suivante : **$P = P_o \times (I_n / I_o)$** avec :

P_o = prix initial de la prestation,

I_n = Indice INSEE 638147 - dernière valeur connue de l'année de révision, I_o

= Indice INSEE 638147 du mois d'origine.

En cas d'augmentation exceptionnelle des prix des matières premières, il conviendra que les deux parties se réunissent afin d'en mesurer les conséquences.

7 - Modalités et délais de participation financière

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024143-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le public : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le CCAS de Rouen recevra de la part du CHU-Hôpitaux de Rouen des factures mensuelles pour le paiement des repas, d'épicerie sèche et de pain livrés.

La facturation par le CHU-Hôpitaux de Rouen sera basée sur le nombre de repas et d'éléments d'épicerie sèche et de pain commandés par le CCAS de Rouen. La facture mensuelle sera transmise au CCAS de Rouen dans le mois suivant. La facturation exclura les frais de conditionnements des produits, de logistique et de livraisons, ces derniers étant à la charge du CHU-Hôpitaux de Rouen.

La tarification sera indiquée sur le bordereau de livraison et le récapitulatif des quantités servira de base à une vérification.

Chaque facture devra être envoyée soit :

- h. Par voie postale à l'adresse du CCAS de Rouen – 2 rue de Germont – CS 90540 – 76005 Rouen Cedex,
- i. Par e-mail à l'adresse : ccas-rouen@rouen.fr,
- j. Via le portail à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr> portail pour lequel il faut créer un compte afin d'y déposer les factures. Pour y parvenir, il est nécessaire de disposer des informations suivantes :
 - Le numéro SIRET du budget principal : 267 600 450 000 14 qui identifiera le CCAS de Rouen en tant que destinataire de la facture,
 - Le numéro d'engagement précisé sur le bon de commande annuel transmis par le CCAS de Rouen. Cette référence devra obligatoirement figurer sur la facture.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le CHU-Hôpitaux de Rouen comportent les mentions suivantes :

- k. La date d'émission de la facture,
- l. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- m. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- n. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique,
- o. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- p. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- q. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- r. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une

exonération,

s. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,

t. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.



La participation financière du CCAS de Rouen s'effectuera dans le délai global maximum fixé à 30 jours à compter de la date de mise à disposition de la facture sur le portail Chorus.

Le défaut de participation financière du CCAS de Rouen dans le délai fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

8 – Garantie pour le CCAS de Rouen

Le CHU-Hôpitaux de Rouen s'engage pendant la durée du présent contrat à assurer la continuité de la confection des repas. En cas de défaillance, le CCAS de Rouen a droit de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du CHU-Hôpitaux de Rouen sans mise en demeure préalable.

9 – Suivi du contrat de coopération public-public

Les Parties s'attacheront à se faire un retour d'informations régulier s'agissant de toutes les thématiques afférentes au présent contrat. Le suivi du présent contrat est assuré par :

- u. Pour le CHU-Hôpitaux de Rouen : M. Eric EVRARD, Directeur du service de restauration ou son représentant.
- v. Pour le CCAS de Rouen : M. Rachid HADJ-DAHMANE, responsable du Secteur Urgence et Insertion Sociales (SUIS).

10 - Obligations réciproques des parties

Confidentialité

Les Parties s'engagent à considérer tous les matériels et informations transmis par l'une ou l'autre Parties y compris avant la signature du présent contrat, de même que toute information qu'elles pourraient produire en général ou à laquelle elles pourraient avoir accès dans le cadre du présent contrat, ci-après « Informations confidentielles », comme étant confidentiels.

Elles s'engagent, par conséquent, à ne pas divulguer ni rendre accessibles ces informations confidentielles directement ou indirectement à tout tiers. Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver le secret des informations confidentielles ainsi que pour informer son personnel des dispositions de la présente clause.

L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations dont les Parties apporteraient par la suite la preuve :

- a. Qu'elles étaient déjà en leur possession au moment où elles les ont reçues de l'autre partie autrement qu'à la suite de leur transmission par un tiers ;
- b. Qu'elles soient tombées dans le domaine public autrement que par leur ou leur négligence ;
- c. Qu'elles faisaient partie du domaine public au moment où elle les a reçues ;
- d. Qu'elles doivent être divulguées en exécution d'une obligation légale ou réglementaire non équivoque, d'une décision de justice ou d'une demande exprès d'une autorité administrative à laquelle elle ne peut pas se soustraire.

La présente obligation de confidentialité restera en vigueur après le terme du présent contrat de coopération public-public sans limitation de durée.

Respect de toutes prescriptions légales

Le CHU-Hôpitaux de Rouen et le CCAS de Rouen déclarent à toutes fins utiles :

- e. Être en règle avec toutes prescriptions légales, réglementaires ou administratives régissant leurs activités au titre du présent contrat de coopération public-public,
- f. Pouvoir valablement et sans aucune restriction conclure le présent contrat,
- g. S'organiser pour la mise en application de toute autorisation administrative qui pourrait s'avérer nécessaire à cet effet et du respect de toutes prescriptions législatives, réglementaires ou administratives ainsi que de l'éthique de leur profession concernant directement ou indirectement le présent contrat.

Responsabilité et assurances

Les Parties s'engagent à couvrir les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de leurs activités notamment par la possession ou l'exploitation de leurs équipements propres et de leur présence dans les locaux du CHU-Hôpitaux de Rouen dans tous les cas où elle serait recherchée :

- h. À la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédents, causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux,
- i. À la suite de tous dommages y compris les actes de vandalisme causés aux biens confiés, aux bâtiments, aux installations générales et à tous biens mis à disposition appartenant au CHU-Hôpitaux de Rouen.

Le CHU-Hôpitaux de Rouen devra contracter une assurance responsabilité civile d'exploitation qui inclura le risque d'intoxication alimentaire.

11 - Durée et entrée en vigueur du présent contrat de coopération public-public

Le présent contrat de coopération public-public est conclu pour une période initiale de sa date de signature par les deux Parties au 31 décembre 2024. Le présent contrat pourra ensuite être reconduit par tacite reconduction pour des périodes successives de 12 mois dans la limite de 5 reconductions.



Ceci signifie que la volonté de non-reconduction sera expressément notifiée par l'une des Parties à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 2 mois avant la fin de la période en cours. A défaut de lettre de l'une des Parties, la reconduction sera de droit.



12 - Intégralité du présent contrat de coopération public-public

Le présent contrat de coopération public-public annule et remplace tous autres accords écrits et verbaux, remis ou échangés entre les Parties, antérieurement à sa signature, et relatifs au même objet. Chaque clause du présent contrat, en ce compris l'exposé préalable et les éventuelles annexes, expriment l'intégralité des obligations des Parties et constituent une condition déterminante du présent contrat de coopération public-public sans laquelle les Parties n'auraient pas contracté.

De convention expresse, les éventuels documents annexés au présent en font partie intégrante et forment, avec celui-ci, un ensemble indivisible dans l'esprit des Parties. De ce fait, aucune indication, aucun document ne pourra engendrer d'obligations au titre du présent, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

13 - Non cessibilité

Le présent contrat de coopération public-public est conclu intuitu personae. En conséquence, n'est ni transmissible, ni cessible, à titre onéreux ou gratuit, directement ou indirectement par l'une des Parties sauf agrément préalable, exprès et écrit de l'autre Partie.

Aucune Partie ne peut sous-traiter tout ou partie du présent contrat sans l'accord exprès et écrit de l'autre Partie. En cas d'acceptation de l'autre Partie, la Partie à l'initiative de sous-traitance se porte garante du respect de l'exécution de ses obligations par le sous-traitant.

14 - Loi applicable - modification par avenant

La Loi régissant Le présent contrat de coopération public-public est la Loi française.

Le présent contrat de coopération public-public ne pourra être modifié que par voie d'avenant signé par les deux Parties.

15 – Résiliation

Les Parties se réservent le droit de résilier le présent contrat de coopération public-public par lettre recommandée avec accusé de réception :

- En cas d'inexécution ou manquement de l'autre partie à l'une de ses obligations prévues au présent contrat. Cette résiliation sera possible dans le respect d'un délai de huit jours après mise en demeure d'exécuter les obligations correspondantes par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet,
- En cas de force majeure empêchant l'une des Parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, dès lors que les conditions de la force majeure excèdent une durée supérieure à 30 jours,
- En cas de liquidation ou de disparition de l'autre Partie.

Le présent contrat de coopération public-public pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties par courrier recommandé avec accusé de réception, dans un délai minimum de trois mois telle que définie à l'article « durée et entrée en vigueur » du présent contrat.



En cas de résiliation par le CCAS de Rouen sans qu'il y ait eu de manquement de la part du CHU-Hôpitaux de Rouen, le CCAS de Rouen reste redevable de sa participation financière pour les repas ; l'épicerie sèche et le pain que le CHU-Hôpitaux de Rouen aurait livrés mais non facturés.

16- Règlement des litiges

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat de coopération public-public qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises aux tribunaux compétents du siège du CHU-Hôpitaux de Rouen.

Fait à Rouen en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour le CHU-Hôpitaux de Rouen,
Madame Stéphanie DECOOPMAN,
Directrice Générale

Pour le CCAS de Rouen,
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Président.